



**Alain Claeys**

Député PS de la Vienne

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

## Rattraper le temps perdu dans le secteur du vivant

LE SUJET ÉTAIT UN PEU ARIDE ET COMPLEXE, celui des biotechnologies et du retard français pris dans ce domaine crucial pour l'avenir de notre économie. Par sa prestation d'une rare qualité, Alain Claeys, député de la Vienne et responsable national du PS à la Recherche, invité du *club Lamennais* – présidé le 19 avril par Noël Clavelloux, président du *Conseil national des Ingénieurs et des Scientifiques de France* (CNISF), et animé par François Gervais, rédacteur en chef de la *Lettre Horizons politiques* – a permis une information et un échange de points de vue particulièrement captivants.

Car, à la question posée « est-ce que notre pays a pris du retard en matière de biotechnologies ? », la réponse de ce passionné de Recherche est un « oui » franc et massif, dans le secteur du vivant, qu'il juge essentiel pour le développement de la connaissance dans notre société, et un « non » tout aussi clair et net quand on l'interroge pour savoir si les moyens financiers consacrés à la Recherche dans ce domaine sont suffisants. La conséquence, c'est que le nombre de *start-up* qui peuvent se créer, en France, est largement insuffisant. « Ce que je souhaite, a-t-il insisté, c'est que mon pays puisse rattraper le temps perdu ! »

Plusieurs participants ont souligné que le budget de la recherche fondamentale aux États-Unis était « quarante fois »



Noël Clavelloux et Alain Claeys

plus important que ceux du CNRS et de l'INSERM en France, et que les fonds de pension américains étaient beaucoup plus actifs que dans notre pays. Le député socialiste de la Vienne a estimé toutefois que « les fonds de pension ne sont pas l'idéal » dans la mesure où ils demandent « une rémunération à deux chiffres ce qui n'est pas compatible, selon lui, avec le temps long qui concerne les sciences de la vie. »

En revanche, Alain Claeys s'est déclaré tout à fait favorable à une coopération

entre recherche publique et privée, et à une « transversalité » dans les équipes de recherche y compris avec les ingénieurs : « Il faut décloisonner et sortir des chapelles », a-t-il dit. Il a insisté aussi sur la meilleure articulation à concevoir entre « les politiques universitaires et les classes préparatoires des grandes écoles », un thème qui a retenu, d'ores et déjà, l'attention des dirigeants du CNISF.

Dans la récente loi sur la Recherche, le député de la Vienne a rappelé qu'il avait fait adopter, à l'unanimité, un amendement pour que le titre de « docteur » en recherche rentre dans les conventions collectives. De fait, si les ingénieurs sortis des grandes écoles n'éprouvent pas d'intérêt à faire un doctorat, c'est, selon lui, en grande partie pour des problèmes de rémunération.

### La recherche sur l'embryon longtemps interdite

Des raisons d'ordre éthique expliquent en grande partie le retard pris chez nous sur les biotechnologies. Le député de la Vienne a rappelé par exemple que la loi bioéthique de 1994 interdisait toute recherche sur l'embryon. Le retard s'est prolongé d'autant plus qu'il a fallu attendre dix-huit mois pour que sortent les décrets d'application de la nouvelle loi votée en deuxième lecture en 2004. Or, a insisté Alain Claeys, la recherche sur les cellules souches embryonnaires susceptibles de se transformer en tout autre cellule du corps humain va constituer le sujet central dans les années qui viennent en matière de biotechnologie.

Il s'agit de la médecine « régénératrice » qui permet de remplacer une cellule malade par une autre qui n'aura pas les mêmes difficultés que la cellule atteinte. On pourra ainsi soigner la maladie de Parkinson par greffe de cellules. D'autres applications nouvelles sont envisageables au niveau du cœur ou du foie. Mais Alain Claeys a mis en garde son auditoire contre ceux qui parlent un peu trop vite de victoire possible contre le cancer, par exemple. « Nous n'en sommes qu'au stade de la recherche fondamentale », a-t-il affirmé. Toutes ces recherches posent par ailleurs un problème éthique considérable qui n'a pu être surmonté par la loi française qu'en raison du consensus réalisé sur une recherche faite uniquement sur « les embryons surnuméraires », encadrée très sérieusement de plusieurs conditions (accord parental, projet parental abandonné, pas de réimplantation de l'embryon, etc.).

La biotechnologie pose des problèmes éthiques – une agence bio médicale devra veiller au respect scrupuleux des protocoles –, mais aussi économiques impliquant par exemple la non marchandisation du vivant. Ce qui n'est pas toujours le cas ailleurs, notamment aux États-Unis où Alain Claeys a pu constater récemment (à Boston) qu'il existait des petites annonces internes à l'université d'Harvard, où l'on demande à « des jeunes femmes blondes d'un mètre soixante-quinze de vendre des ovocytes pour... 10 000 dollars. Et si vous allez sur Internet, les caractéristiques sont encore plus choquantes », relève-t-il au passage. Il y a là évidemment matière à réflexion et à prudence.



### La culture des OGM ne ressort pas de la compétence « régionale »...

Interrogé d'autre part sur de nouvelles expériences sur les OGM en plein champ (le ministère de l'Agriculture a mis en consultation sur Internet dix-sept demandes nouvelles d'essai de plantes transgéniques sur dix-sept hectares), Alain Claeys a précisé : « Sur les OGM, sujet difficile, car très sensible pour nos concitoyens, je suis favorable à la recherche publique. On me dit qu'il est nécessaire, au-delà des recherches confinées, de faire des recherches en plein champ. J'accepte qu'elles puissent avoir lieu, sous réserve qu'elles soient publiques et faites avec la plus grande transparence. Car, en 2006, je pense que le domaine scientifique doit être au cœur de notre démocratie. »

Et comme on lui faisait remarquer que Ségolène Royal, présidente de la région Poitou-Charentes, ne souhaite pas d'expériences OGM en plein champ, le député fabiusien a simplement précisé : « Je ne pense pas que le sujet des OGM soit de compétence régionale. Il ne peut pas y avoir vingt-deux règles différentes dans notre pays. Il y a une recherche publique sur les OGM à l'INRA qui se fait en toute transparence. Si cela avait existé depuis longtemps, a-t-il ajouté, je suis convaincu que l'on aurait beaucoup moins de tensions aujourd'hui. » Le député PS de la Vienne a émis le même regret sur un manque de transparence en matière nucléaire. « Je ne suis pas anti-nucléaire, a-t-il précisé. Ce que je reproche, c'est que le nucléaire ait été placé en dehors

de la sphère démocratique même si des efforts ont été faits depuis un certain nombre d'années. »

Prudent, Alain Claeys a reconnu être « incompetent » sur le bien fondé de l'implantation d'un réacteur de troisième génération EPR à Flamanville dans la Manche. « On me dit que ce n'est pas forcément une étape utile et qu'en tout état de cause, cela ne règlera pas le problème des déchets. Sur l'EPR... je ne suis pas qualifié. »

Un député passionné par les sciences et les nouvelles technologies du vivant, fidèle et sérieux, rigoureux et authentique. Une perle rare dans ce monde politique implacable !